LIBYE

Les troupes de Kadhafi paralysées

L'intervention militaire alliée contre le régime Kadhafi, entamée samedi après-midi, a vite gagné en ampleur. Dans la nuit de samedi à dimanche, surtout, l'opération «Aube de l'odyssée» a déversé un déluge de feu sur la Libye dans l'objectif de neutraliser l'armée du «Guide». Mais ce dernier n'abdique pas, bien au contraire.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - La France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, notamment, ont multiplié les raids aériens et les bombardements par mer sur les sites stratégiques et les troupes de Kadhafi. Résultat immédiat : l'aviation libyenne est de fait clouée au sol, les troupes mécanisées du «Guide», qui ont été particulièrement ciblées, sont pratiquement paralysées et tout le système de défense aérien, celui des communication de l'armée libyenne sont très largement endommagés.

Le chef d'état-major des armées américain, l'amiral Mike Mullen, qui a multiplié les interventions médiatiques au nom du Pentagone, a estimé que «les opérations ont été un succès jusqu'à présent». Depuis deux jours, «aucun appareil libyen n'a quitté le sol et la zone d'exclusion aérienne est en place». Pour autant, il ne s'agit, là, «que de la première phase d'une opération qui comprendra plusieurs volets».

Le plus haut gradé de l'armée américaine précisera que, dans une prochaine phase, «nous allons essayer de couper les lignes de ravitaillement» de l'armée de Kadhafi. «Ses forces sont pas mal éparpillées entre Tripoli et Benghazi et nous allons essayer de couper le soutien logistique dès demain.» Avant de conclure, en guise d'avertissement, «nous sommes maintenant dans une situation où ce que nous allons faire dépend en partie de ce que lui (Kadhafi, ndlr) fait». Et, juste après, cette phrase pour le moins inattendue : «Les objectifs de cette campagne pour l'instant sont limités et il ne s'agit pas de le chasser du pouvoir. Il s'agit d'accomplir des objectifs relativement limités afin qu'il cesse de tuer son peuple et que l'aide humanitaire puisse se frayer un chemin.»

Etonnante déclaration quant au sort de Kadhafi et qui ne cadre pas du tout avec l'acharnement de Paris et de Londres à vouloir chasser le colonel du pouvoir. Ce n'est d'ailleurs pas la seule «fissure» dans la coalition anti-Kadhafi.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, qui avait pourtant approuvé l'opération, s'est sensiblement «recadré» hier dimanche. «Ce qui s'est passé en Libye diffère du but qui est d'imposer une zone d'exclusion aérienne, et ce que nous voulons, c'est la protection des civils et pas le bombardement d'autres civils», déclarera-t-il à la presse. «Nous avons, dès le début, demandé qu'une zone d'exclusion aérienne soit instaurée pour protéger les civils libyens et pour prévenir d'autres développements ou mesures supplémentaires.» Candidat à la présidentielle dans son propre pays, l'Égypte, Moussa aura sans doute agi, dans les deux cas, en fonction de la réaction de l'opinion publique, qui s'est avérée, notamment en Égypte, majoritairement peu favorable à l'intervention militaire en cours. Une intervention qui n'est également pas approuvée par des puissances comme la Russie, la Chine ou l'Allemagne. D'où l'importance du facteur temps. Car, plus l'opération traînera en longueur, moins elle aura d'appuis. Ce que n'ignore pas Kadhafi.

Dans une intervention surréaliste comme à son habitude, il a promis «une longue guerre aux croisés». Le «Guide» prévient que «tous les dépôts d'armes libyens seront ouverts. Nous allons distribuer toutes sortes d'armes aux Libyens et nous allons vous battre. Et même si tous les hommes mourront, ce seront les femmes qui sortiront. Les femmes libyennes également seront armées. Nous allons nous battre jusqu'au bout. Nous vous mettrons dehors, car, nous, nous sommes chez nous et vous, vous êtes les envahisseurs. Nous, nous avons Dieu de notre côté, et vous, vous avez le diable ! Vous êtes le diable».

Le maître de Tripoli apparaît même, aussi paradoxal que cela puisse paraître, dopé par les frappes alliées. «L'heure de la victoire a sonné ! Le monde entier, de l'Afrique à l'Amérique, en passant par l'Asie et même l'Europe, oui ! Tous les pays deviendront des Jamahiriya ! Vous m'avez offert, là, l'occasion historique de conduire une révolution mondiale pour le triomphe de la troisième théorie mondiale du livre vert.» Un délire mais qui peut provoquer bien des dégâts…

K. A.

Le renseignement, l'une des clés du succès des opérations aériennes en Libye

Imagerie satellitaire et interception de signaux électroniques : le renseignement militaire, indispensable pour mener toute opération armée, est l'une des clés du succès de l'opération internationale en Libye contre les forces du colonel Kadhafi.

Les services de renseignement militaire des pays de la coalition, comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France, ont accumulé des données sur les systèmes d'armes libyens.

Des données utilisées dès les premières frappes aériennes, explique à l'AFP un ancien responsable d'un service de renseignement occidental sous couvert de l'anonymat.

Les premiers raids des bombardiers furtifs américains B2, des Tornado britanniques et des Mirage français et les envois de missiles Tomahawk depuis des bâtiments de guerre visaient à rendre «sourde, aveugle et muette» la

défense libyenne en détruisant ses radars, ses systèmes de communication et ses batteries de missiles sol-air.

Depuis des années, des satellites espions occidentaux survolent quotidiennement la Libye pour photographier les sites militaires. A 700 kilomètres d'altitude, un satellite peut photographier une base aérienne (avions, radars, batteries de missiles anti-aériens) avec une résolution de quelques dizaines de centimètres.

En Méditerranée, des bateaux espions de la Navy ont intercepté et enregistré les fréquences émises par les radars de veille (détection) de guidage et d'«acquisition» qui permettent d'«accrocher» les avions adverses et de les détruire avec des missiles sol-air.

Toutes ces données ont été enregistrées dans des bases informatiques mises en commun par les pays de la coalition. Quelques heures avant les premières frappes, ces données ont été rentrées dans les calculateurs des missiles air-sol et des missiles de croisière. Ceux-ci se guident alors sur les coordonnées géographiques et/ou les fréquences émises par les systèmes d'armes pour les détruire.

Lors de l'envoi d'un missile ou d'une bombe guidée, le système vidéo de l'avion de combat enregistre les résultats de la frappe qui seront analysés au sol. Des avions de reconnaissance pourront également survoler les zones et les objectifs touchés pour vérifier les dégâts.

Chaque jour, pendant l'opération internationale contre la Libye du colonel Mouammar Kadhafi, les satellites espions et les avions de reconnaissance vont continuer à recueillir du renseignement opérationnel.

Ces images, transformées en 3D, cryptées et numérisées, seront à leur tour, via des satellites de communications militaires, adressées par exemple au porte-avions Charles-de-Gaulle, en cours de déploiement vers le golfe de Syrte. Des cibles pourront alors être assignées aux missiles des Rafale du porte-avions.

Et si des commandos de forces spéciales de la coalition se trouvent déjà au sol dans la région de Benghazi, ils pourront guider sur le terrain les missiles de Rafale ou de Tornado ou de F-16.

Sur l'écran de l'ordinateur portable du commando, une image cochée d'un point rouge marquera la cible. Dans son cockpit, le pilote affichera la même image.

MAROC

Manifestations pour des changements et la justice sociale

Plusieurs milliers de Marocains manifestaient hier, à Rabat et Casablanca notamment, pour réclamer davantage de démocratie et de justice sociale, malgré la récente annonce par le roi Mohammed VI de profondes réformes politiques.

«Le peuple marocain demande le changement», scandaient des manifestants à Rabat hier matin en réclamant la «démission du gouvernement», tandis que des pancartes proclamaient : «liberté et dignité pour le peuple marocain».

Quelque 4 000 personnes dont un bon nombre d'islamistes et de femmes voilées, s'étaient rassemblées avant d'entamer une marche.

A Casablanca, plusieurs milliers de personnes — plus de 10 000 selon des organisateurs — défilaient également, scandant «non à la corruption et au clientélisme», selon un journaliste de l'AFP. Certains slogans réclamaient «un roi qui règne et ne gouverne pas». Des marches et rassemblements étaient aussi prévus dans d'autres villes marocaines, à l'appel du Mouvement du 20-Février, initié par de jeunes Marocains sur le réseau social Facebook dans la foulée des événements de Tunisie et d'Égypte. On ne signalait pas d'incidents en fin de matinée et la présence policière était discrète à Rabat et Casablanca.

L'appel à manifester est soutenu par l'organisation de jeunesse de l'association Justice et bienfaisance, considérée comme le principal mouvement islamiste au Maroc, ainsi que par plusieurs associations ou ONG, comme l'Association marocaine des droits humains (AMDH). La mobilisation à Casablanca paraissait plus importante que lors de la première journée de manifestations d'ampleur nationale, le 20 février, selon des journalistes sur place. Le Mouvement du 20-Février avait maintenu son mot d'ordre de manifestation, malgré la promesse de réformes lancée le 9 mars par le roi Mohammed VI dans un discours salué par de nombreux pays dont les Etats-Unis et la France.

Le roi a annoncé une série de mesures importantes : mise en place d'une commission pour réviser la Constitution, indépendance de la justice, séparation des pouvoirs et renforcement des pouvoirs du Premier ministre, semblant entamer une évolution vers une monarchie parlementaire.

Les protestataires ont cependant voulu maintenir la pression sur les autorités.

«Nous voulons maintenir la pression pour que les réformes se réalisent en matière de droits de l'homme, de droits sociaux et politiques», a déclaré à l'AFP à Rabat Settik Lahrach de l'ONG Forum Justice et Vérité. «Nous voulons une Constitution démocratique (...) Les jeunes revendiquent l'emploi, le droit à l'éducation et à la santé gratuitement et à une vie digne», a affirmé Amine Abdelhamid de l'AMDH. A Casablanca, des manifestants réclamaient une «Constitution émanant de la volonté populaire» et qui ne soit pas «octroyée» d'en haut.

Le Mouvement du 20-Février» avait aussi décidé de maintenir son mot d'ordre pour protester contre l'usage de la force pour disperser une manifestation dimanche 13 mars à Casablanca.

Evoquant cet incident, l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International a appelé le Maroc à éviter toute violence contre les manifestants hier.

Publicité

FORMATION EN MANAGEMENT DE PROJET

du 27 au 29 Mars
ÉTUDE DE PRIX-REA
« Mener une étude de prix pour un projet de réalisation »

du 27 au 31 Mars
PRIMAVERA P6
« Piloter un projet avec Primavera P6 – Fondamentaux »

du 03 au 06 Avril
ABOUSIMBEL
« Planifier et maîtriser les délais et les ressources sur un projet »

P'TEAM-A
www.opteam.fr
Société OPTEAM-Algérie
07, rue de Cirta, Hydra, Alger.
Tél. 021 48 16 24 - 021 60 90 66 - 021 60 90 78
Fax 021 48 16 50
Mobile 07 70 52 50 55 - 07 70 27 76 87
e-mail klamraoui@opteam.fr - rhariche@opteam.fr

OPTEAM-A, Organisme de Conseil et de Formation en Management de Projet
Pour plus d'information contactez-nous au 021 48 16 24 ou au 07 70 52 50 55